



Assemblée générale

Distr. générale
3 avril 2017
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-cinquième session

6-23 juin 2017

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement

Résumé de la réunion-débat sur les effets néfastes des changements climatiques sur l'action menée par les États pour réaliser progressivement les droits de l'enfant, et les politiques, les enseignements et les bonnes pratiques connexes

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 32/33 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil a décidé de tenir une réunion-débat sur les effets néfastes des changements climatiques sur l'action menée par les États pour réaliser progressivement les droits de l'enfant et les politiques, les enseignements et les bonnes pratiques connexes. Le Conseil a également prié dans cette résolution le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de lui soumettre, à la session qui se tiendrait après la réunion-débat, un rapport succinct, y compris toute recommandation formulée à cette occasion, pour examen et suite à donner. Le présent rapport contient un résumé des discussions de la réunion-débat sur les droits de l'homme et les changements climatiques qui s'est tenue le 2 mars 2017, lors de la trente-quatrième session du Conseil.



I. Introduction

1. En application de sa résolution 32/33, le Conseil des droits de l'homme a tenu une réunion-débat sur les effets néfastes des changements climatiques sur l'action menée par les États pour réaliser progressivement les droits de l'enfant et les politiques, les enseignements et les bonnes pratiques connexes¹.
2. La réunion-débat était présidée par Amr Ramadan, Vice-Président du Conseil des droits de l'homme, et s'est ouverte par une déclaration liminaire de la Directrice de la Division des activités thématiques, des procédures spéciales et du droit au développement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.
3. Le débat a permis aux États, aux organisations internationales et aux autres parties prenantes concernées d'examiner la question des effets des changements climatiques sur l'exercice des droits de l'enfant, en mettant l'accent sur les moyens de favoriser une action climatique efficace et axée sur les droits par l'échange de connaissances et de bonnes pratiques entre les experts invités, les États, les organisations internationales et les autres parties prenantes concernées.
4. La réunion-débat était animée par Maria Teresa T. Almojuela, Représentante permanente adjointe des Philippines auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève. Les orateurs étaient : M. Ha Kim Ngoc, Ministre adjoint vietnamien des affaires étrangères ; M. Shameem Ahsan, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève ; le Directeur du Bureau de liaison de Genève de la Division pour les partenariats avec le secteur public du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; M^{me} Kirsten Sandberg, Rapporteuse du Comité des droits de l'enfant et M^{me} Kehkashan Basu, fondatrice de la Green Hope Foundation.

II. Ouverture de la session

5. La Directrice de la Division des activités thématiques, des procédures spéciales et du droit au développement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a fait observer que le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant et des autres instruments relatifs aux droits de l'homme nécessitait des mesures pour combattre les changements climatiques. Le Comité des droits de l'enfant avait constaté que les changements climatiques faisaient peser une grave menace sur la santé des enfants et qu'ils accentuaient les disparités dans le domaine de la santé. Les changements climatiques rendaient les enfants plus vulnérables aux maladies, à la malnutrition, aux contraintes thermiques, aux catastrophes naturelles et aux déplacements, ce qui compromettait leurs droits et leur bien-être, voire leur survie. Il était dans ces conditions fondamental de placer les enfants au cœur des stratégies d'atténuation et d'adaptation.
6. En outre, les changements climatiques menaçaient directement l'identité des enfants, leurs moyens de subsistance et leur rapport avec l'environnement. D'un point de vue juridique, éthique et moral, ne pas prendre suffisamment de mesures pour empêcher que des enfants ne meurent du fait d'activités humaines alors que cela aurait pu être évité remettait en cause le concept même de justice. Selon les projections, les engagements actuels des États en matière de lutte contre les changements climatiques étaient bien en deçà de ce qui était nécessaire pour maintenir le réchauffement à un niveau inférieur à la limite des 2 °C prévue par l'Accord de Paris conformément à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et pour honorer leurs obligations respectives relatives aux droits de l'enfant et à l'équité intergénérationnelle. Chaque État avait l'obligation, dans le domaine des droits de l'homme, de prévenir les préjudices liés au climat en réglementant

¹ La vidéo intégrale de la réunion-débat est disponible à l'adresse suivante : <http://webtv.un.org/meetings-events/watch/panel-discussion-on-climate-change-and-child-rights-10th-meeting-34th-regular-session-human-rights-council-/5343577829001>.

ses pratiques environnementales, de protéger les communautés vulnérables, de tenir les auteurs de violations responsables et de veiller à ce que des réparations soient accordées en cas de préjudice.

7. Une action climatique fondée sur les droits de l'homme supposait également de donner aux enfants la possibilité d'être des artisans du changement et de leur offrir une éducation qui leur permette de relever les défis à venir. Les enfants étaient en droit (selon leur âge et leur degré de maturité) d'être associés aux décisions qui avaient des effets directs ou indirects sur leur bien-être, notamment celles prises dans le domaine du climat. Ils étaient par exemple dépeints dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme les acteurs incontournables d'une transition vers un développement équitable et durable, dans lequel les combustibles fossiles n'auraient pas de place. Ils avaient déjà démontré l'importance de leur rôle en tant que vecteurs du changement dans le domaine du climat et s'investissaient de plus en plus dans des actions en justice stratégiques en faveur d'une action climatique plus ambitieuse. Dans le cadre de l'affaire *Juliana v. United States*, des enfants avaient poursuivi en justice le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, alléguant qu'en raison d'une mauvaise gestion des changements climatiques, plusieurs des droits qui leur étaient garantis par la Constitution avaient été bafoués, notamment leurs droits à la vie, à la liberté, à la propriété et à une égale protection. Pour conclure, la Directrice a souligné combien il importait de veiller à l'autonomisation, à l'éducation et à l'inclusion des enfants en vue de rendre l'action climatique plus efficace.

III. Résumé

8. La Représentante permanente adjointe des Philippines auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, qui a animé le débat, a ouvert la réunion en soulignant combien la discussion en cours sur les changements climatiques et les droits de l'enfant était importante pour son pays. Les Philippines faisaient partie des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, et comptaient à ce titre sur une mise en œuvre effective de l'Accord de Paris, notamment sur une relance de la coopération internationale afin que de véritables efforts d'atténuation et d'adaptation soient déployés. Les changements climatiques augmenteraient à la fois la fréquence et l'ampleur des catastrophes naturelles, lesquelles avaient chaque année une incidence sur la vie d'environ 250 millions de personnes, pour moitié des enfants, à travers le monde. Aux Philippines seulement, entre 1995 et 2015, on avait dénombré 274 catastrophes, qui avaient touché 130 millions de personnes. Entre 2007 et 2011, 10,8 millions d'étudiants avaient été touchés par des catastrophes aux Philippines, et 8 472 écoles avaient été utilisées comme centres d'évacuation. À la mi-octobre 2015, le typhon Koppu (Lando) avait poussé 1 million de personnes à l'exode et avait endommagé 803 écoles, qui avaient dû fermer leurs portes pendant deux semaines en moyenne. Au total, 138 écoles avaient servi de centres d'évacuation. Ces catastrophes avaient endommagé les infrastructures socioéconomiques et culturelles, accentuant les effets néfastes sur les droits fondamentaux des enfants. Les Philippines avaient cherché à mettre en évidence le lien entre les changements climatiques et l'exercice des droits de l'homme en adoptant des mesures environnementales directement axées sur la protection des droits des enfants, telles que la loi sur les changements climatiques de 2009. Récemment, la Commission nationale des droits de l'homme avait en outre fait droit à une plainte contre 47 entreprises « fortement émettrices de gaz à effet de serre », qui étaient accusées de violer les droits fondamentaux de millions de personnes. La Commission avait réclamé une enquête au sujet de l'incidence des changements climatiques sur les droits de l'homme, ainsi que sur la responsabilité des grands pollueurs.

A. Exposés des experts

9. Le Ministre adjoint vietnamien des affaires étrangères a indiqué que la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur les droits de l'enfant était une tâche difficile. Dans les pays en développement, le manque de ressources, la médiocrité des infrastructures et les capacités limitées en matière de prévision faisaient qu'il était encore plus difficile de s'adapter aux changements climatiques et d'atténuer leurs effets sur les

personnes vulnérables, notamment les enfants. En outre, les incidences que les changements climatiques pouvaient avoir sur les droits de l'enfant étaient mal connues. Plus d'un demi-milliard d'enfants – soit 23 % des enfants dans le monde – vivaient dans des zones où les inondations étaient extrêmement fréquentes. Près de 160 millions se trouvaient dans des zones où les sécheresses étaient sévères ou très sévères. Au Viet Nam, les sécheresses et la salinisation causées par El Niño, qui n'avait jamais auparavant sévi aussi longuement, avaient touché plus de 500 000 enfants l'année passée.

10. Des politiques climatiques axées sur les enfants étaient nécessaires. Le Gouvernement vietnamien avait adopté sa stratégie nationale relative aux changements climatiques pour 2012-2020 et sa stratégie nationale de prévention des catastrophes naturelles, d'intervention pour y faire face et d'atténuation de leurs effets, qui courait jusqu'en 2020. Ces deux stratégies soulignaient l'importance de lutter contre les effets néfastes des changements climatiques sur les enfants et offraient aux provinces un cadre pour mettre en place leurs propres plans, lesquels comprenaient notamment des mesures intégrées de prise en charge et de protection des enfants à tous les stades et prévoyaient d'élever la prévention au rang de priorité. En outre, le Viet Nam mettait de nouveau l'accent sur la communication relative aux changements climatiques dans l'optique de l'élaboration d'un programme d'atténuation des risques liés aux catastrophes axé sur les enfants pour 2017-2021.

11. Le Ministre adjoint a demandé que des efforts accrus soient déployés pour mieux informer la population des changements climatiques et de leurs effets sur les enfants. Cela passait par une amélioration des connaissances sur les changements climatiques par différents moyens, notamment par le biais de l'enseignement, des médias, des festivals de musique, des émissions de télévision et d'ateliers. Au Viet Nam, la sensibilisation aux changements climatiques était inscrite dans les programmes scolaires nationaux. Une fois que les enfants et les adultes auraient compris ce qu'étaient les changements climatiques et quels étaient leurs effets sur les enfants, des politiques climatiques axées sur les enfants suivraient. Il fallait également renforcer la coopération internationale dans le domaine des changements climatiques, en mettant l'accent sur la lutte contre leurs effets néfastes sur les enfants et en tenant compte des droits des enfants. Pour conclure, le Ministre adjoint a invité l'ONU à piloter des études internationales sur les effets des changements climatiques sur les enfants et a remercié l'Organisation pour le précieux soutien qu'elle avait apporté au Viet Nam durant le passage d'El Niño l'année passée.

12. Le Représentant permanent du Bangladesh a fait observer que la question du lien entre droits de l'homme et changements climatiques avait été longuement abordée dans le cadre des précédentes tables rondes du Conseil des droits de l'homme. Les membres les plus pauvres de la société étaient ceux qui étaient le plus exposés aux répercussions des changements climatiques, les enfants constituant au sein de ce groupe une catégorie particulièrement vulnérable. Les changements climatiques bouleversaient le fonctionnement des systèmes naturels et, par voie de conséquence, induisaient des dérèglements dans les systèmes sociaux, économiques, culturels et politiques correspondants. L'augmentation du nombre de catastrophes naturelles, les variations des régimes pluviométriques et l'élévation du niveau des mers figuraient parmi les facteurs à l'origine de crises liées à l'eau potable et à l'assainissement, de la propagation des maladies transmissibles et non transmissibles, de la malnutrition aiguë, du décrochage scolaire, du travail forcé, de pertes en vies humaines et de la disparition de moyens d'existence. La lutte contre les conséquences des changements climatiques nécessitait de la part des pouvoirs publics des investissements substantiels dans les secteurs concernés. Les changements climatiques pesaient donc lourdement sur la capacité des États de garantir l'exercice effectif des droits de l'enfant, notamment en matière de santé, de sécurité sociale, d'éducation, de protection contre l'exploitation économique et de droit à la vie.

13. Les répercussions sociales des changements climatiques sur les pays en développement de faible altitude pourraient se traduire par des conflits, des violences, voire des déplacements massifs de population. L'incapacité de prendre les mesures requises pour remédier à toutes les pertes et à tous les préjudices que les événements météorologiques infligeaient à l'homme, aux ressources naturelles et aux moyens d'existence risquait d'entraîner une instabilité accrue, dont les enfants seront les principales victimes.

Les changements climatiques pourraient entraver les initiatives en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (en particulier les objectifs 2, 3, 4, 8, 11, 13 et 16), et avoir des répercussions particulièrement graves pour les pays qui contribuaient le moins aux changements climatiques, notamment le Bangladesh. Il était donc urgent d'engager une action climatique ambitieuse pour remédier à une telle situation. Il était clairement indiqué dans l'Accord de Paris que les États qui engageaient une action climatique étaient tenus de respecter, de promouvoir et de prendre en considération les obligations qui leur incombaient en matière de droits de l'homme ; ainsi étaient établis les fondements d'une action climatique axée sur les droits qu'il incomberait à tous les États de déployer dans plusieurs domaines – adaptation, atténuation, financement, transferts de technologie, renforcement des capacités. L'Accord de Paris offrait par conséquent une possibilité manifeste de mettre toutes les décisions relatives au climat au service de l'intérêt supérieur de l'enfant.

14. Au niveau national, le Bangladesh avait mis en œuvre un plan comportant un ensemble de mesures d'atténuation appropriées au niveau national, dans le cadre desquelles avait notamment été établi un programme de promotion de l'énergie solaire domestique. Ce programme avait permis d'approvisionner des zones rurales en électricité hors réseau et donné ainsi aux enfants la possibilité de consacrer davantage de temps à l'étude. Le Bangladesh espérait également renforcer sensiblement l'utilisation des pompes d'irrigation solaires et des mini et microréseaux d'énergie solaire pour améliorer l'accès à l'électricité, accroître la productivité agricole et, partant, favoriser la sécurité alimentaire des enfants. Il s'agissait là de mesures d'atténuation qui présentaient également des avantages en termes d'adaptation répondant aux besoins des enfants. Dans le même ordre d'idées, la stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques était conçue en fonction des besoins et de la vulnérabilité des enfants et prévoyait notamment d'utiliser les abris anticycloniques comme écoles improvisées en cas de catastrophes naturelles.

15. Le Représentant permanent a suggéré quelques pistes envisageables pour poursuivre l'action engagée en vertu de l'Accord de Paris et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; il a notamment invité les États : à ne jamais perdre de vue les droits des enfants lorsqu'ils préparaient et proposaient les contributions prévues déterminées au niveau national ; à prendre des mesures d'atténuation plus ambitieuses ; à mettre en place un système d'indemnisation des pertes et des préjudices qui leur permette de s'acquitter de leur obligations en matière de droits de l'homme et d'assurer le respect effectif des droits des enfants ; à faire de la protection des enfants l'un des domaines d'activité du groupe de travail sur les déplacements qui a été mis sur pied au titre du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques. Il a par ailleurs instamment invité les États à veiller à ce que les entreprises aient un comportement responsable, ce qui impliquait non seulement qu'elles réduisent leurs émissions mais aussi qu'elles mobilisent les ressources nécessaires pour mettre en place des mesures d'adaptation indispensables à la protection des droits des enfants. Faisant observer que la flambée de diverses maladies transmissibles et non transmissibles était imputable aux changements climatiques, il a également rappelé que les États pourraient tirer parti de la dernière modification apportée à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) à propos de l'accessibilité économique des médicaments pour mieux assurer le droit des enfants à la santé et réduire la mortalité infantile et liée à la maternité. Pour protéger les droits de l'enfant contre les répercussions néfastes des changements climatiques, les États devaient mobiliser une véritable volonté politique et s'employer activement à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

16. La représentante de la Division des partenariats publics du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Directrice du Bureau de liaison du Fonds à Genève, a fait observer que les changements climatiques représentaient l'une des plus graves menaces auxquelles les enfants du monde entier et les générations futures étaient confrontés. Ils avaient plusieurs répercussions sur les droits des enfants, pesant notamment sur leur accès à la nourriture et à l'eau, leur santé, leur développement, leur éducation, voire même leur simple survie. Étant à l'origine de bouleversements des régimes pluviométriques, ils avaient accru la fréquence et l'intensité des phénomènes hydrométéorologiques, faisant ainsi planer une menace sur

500 millions d'enfants vivant dans des régions sujettes aux inondations, 160 millions d'enfants susceptibles d'être exposés à de graves sécheresses et 115 millions d'enfants vivant dans des zones rendues extrêmement dangereuses par les cyclones tropicaux. Les catastrophes naturelles avaient également de lourdes répercussions sur divers autres droits de l'enfant consacrés par la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles concouraient en effet à accroître les risques de traumatisme psychosocial, de séparation, d'exploitation et d'autres problèmes liés la protection de l'enfance. Les enfants issus de familles pauvres étaient les plus exposés, les familles en question vivant généralement dans des régions particulièrement exposées aux perturbations liées aux changements climatiques.

17. Les changements climatiques aggravaient par ailleurs la propagation des maladies transmises par des vecteurs, cause majeure de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans, et la malnutrition, responsable de 45 % des cas de mortalité infantile. Lorsqu'elles survenaient au cours des deux premières années de vie, la malnutrition et la sous-alimentation pouvaient également occasionner un retard de croissance irréversible affectant à la fois le développement physique et cognitif des enfants, avec des conséquences à long terme pour le développement. Par ailleurs, la conjugaison de la pollution atmosphérique et de l'utilisation de combustibles fossiles créait des conditions propices à la pneumonie et à d'autres maladies respiratoires. Environ 300 millions d'enfants vivaient dans des zones où le niveau de pollution de l'air était de six fois inférieur aux normes minimales en matière de qualité de l'air. La pollution atmosphérique jouait un rôle majeur dans les 600 000 décès d'enfants de moins de 5 ans enregistrés chaque année. D'une manière générale, les enfants étaient plus touchés par les changements climatiques que les adultes, leur développement sur les plans physiologique et immunitaire n'étant pas achevé, et présentaient une vulnérabilité maximale au cours des toutes premières années de vie.

18. La représentante de l'UNICEF a rappelé qu'il n'y avait plus une minute à perdre pour assurer la protection des droits des millions d'enfants vivant dans des régions en proie à des catastrophes soudaines ou à évolution lente et à une pollution atmosphérique toxique. La reconnaissance des droits de l'homme et des droits de l'enfant dans l'Accord de Paris constituait un pas important dans la bonne direction. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et les objectifs de développement durable insistaient également sur l'urgente nécessité de protéger les enfants et leurs droits dans le contexte des changements climatiques. Il importait toutefois de concrétiser ces déclarations par une action effective et, pour alimenter cette action, de consacrer de nouvelles analyses à l'impact des changements climatiques sur l'exercice des droits de l'enfant. Il fallait de toute urgence prendre des mesures pour limiter à 1,5 °C, voire moins, l'élévation de la température mondiale, améliorer l'efficacité énergétique, éliminer progressivement l'utilisation des combustibles fossiles et assurer la transition vers les énergies durables. Il faudrait également consacrer des investissements à la construction d'établissements de santé, d'écoles, de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement capables de résister aux catastrophes naturelles.

19. Il importait enfin que les enfants, indépendamment de leur âge, de leur sexe et de leur origine sociale soient autorisés à participer à l'élaboration des politiques climatiques. Un travail d'éducation axé sur les changements climatiques pourrait donner aux éducateurs, aux parents et aux enfants les moyens d'agir en faveur du changement dans leurs propres communautés. Il fallait chercher à connaître le point de vue et les besoins spécifiques des enfants, en tenir dûment compte, prendre sur cette base les mesures qui s'imposaient et faire des enfants des acteurs à part entière pour la mise en place des politiques et des initiatives internationales et nationales relatives au climat. La représentante de l'UNICEF a conclu en demandant instamment aux gouvernements, aux entreprises et aux principales parties prenantes de définir de manière précise les mesures à prendre pour instaurer un environnement sûr, salubre et durable et intégrer les thématiques liées aux incidences des changements climatiques et de l'action climatique sur les droits de l'homme dans les rapports qu'ils soumettaient au Comité des droits de l'enfant.

20. La Rapporteuse du Comité des droits de l'enfant a précisé que le débat général que le Comité avait consacré à l'environnement en 2016 avait permis de définir trois catégories d'obligations : les obligations de fond portant sur les mesures d'atténuation et d'adaptation,

les obligations procédurales, et les obligations renforcées, appelées à s'exercer à l'égard des personnes particulièrement vulnérables face aux atteintes à l'environnement, notamment les enfants. Les changements climatiques constituaient une menace pour l'intérêt supérieur des enfants, ainsi que pour la quasi-totalité de leurs droits fondamentaux – vie, survie, développement, repos, loisirs, jeu, vie culturelle, santé, niveau de vie, logement, nourriture, eau et assainissement, éducation, identité et égalité. Les changements climatiques avaient également pour effet d'aggraver les inégalités qui marquaient aujourd'hui l'accès aux terres productives et à l'eau douce et l'utilisation de ces ressources, et pourraient par conséquent jouer également un rôle dans les conflits violents, l'exploitation et les migrations ou déplacements de grande ampleur. La vie même des enfants autochtones, qui vivaient en symbiose avec leur environnement, se trouvait donc menacée. Il était de ce fait urgent d'adopter en matière climatique une approche fondée sur les droits de l'enfant, d'où l'obligation pour les États de tenir dûment compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et de ces droits, notamment du droit à la vie, à la survie et au développement.

21. Le droit à l'information, l'éducation écologique et la participation faisaient partie des droits procéduraux touchés par les changements climatiques. Pour être en mesure de faire des choix et d'exercer leurs droits à la liberté d'expression et à la participation à propos des questions environnementales, il était indispensable que les enfants soient dûment informés à propos des changements climatiques. L'éducation, investie de la fonction capitale de donner aux enfants les moyens de devenir les acteurs du changement, devrait donc prévoir un programme d'études sur les changements climatiques élaboré avec le plus grand soin, complet et régulièrement mis à jour. Ce programme devrait tenir compte de la spécificité des contextes locaux, proposer une information adaptée à la situation de chaque enfant et, le cas échéant, enseigner les connaissances traditionnelles. La cible 7 de l'objectif de développement durable 4 offrait à cet égard un utile point d'ancrage, en demandant aux États de faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, moyennant notamment une éducation dans le domaine des droits de l'homme.

22. Les enfants handicapés, ceux appartenant à des groupes autochtones et les autres enfants en situation de vulnérabilité méritaient une attention toute particulière car ils risquaient de subir plus que les autres les conséquences des changements climatiques. Il était important qu'ils soient, comme tous les enfants en général, considérés comme des acteurs du changement et des parties prenantes à part entière dans l'action en faveur du climat. La cible 13.B des objectifs de développement durable faisait clairement ressortir la nécessité de « promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés (...) se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis, notamment, sur (...) les jeunes ». En conclusion, la Rapporteuse du Comité des droits de l'enfant a préconisé que des politiques et des mécanismes soient mis au point pour associer les enfants et les jeunes aux processus décisionnels sur les questions climatiques aux niveaux local, national et international.

23. La fondatrice de la Fondation Green Hope a décrit son action et sa motivation en tant que militante écologiste âgée de 16 ans seulement. Elle a fait observer que les changements climatiques ajoutaient une nouvelle dimension aux souffrances humaines et constituaient la plus dure réalité de notre temps. Les calottes glaciaires fondaient, le niveau des mers montait, les typhons et les ouragans faisaient des ravages, les feux de forêts étouffaient nos cieux et les économies reposant sur les combustibles fossiles transformaient nos villes en véritables chambres à gaz. Les changements climatiques portaient préjudice aux droits de l'enfant à la vie, à la santé, à l'éducation, à l'alimentation et au logement.

24. Pourtant, nombreux sont ceux qui cherchaient à minimiser l'importance du problème, faisant fi des bouleversements observés, dont des déplacements massifs de population causés par les changements climatiques. Des millions d'individus, dont de nombreux enfants, avaient été contraints par les inondations, les sécheresses et l'élévation du niveau des mers à quitter leur foyer et leur pays dans des conditions incertaines, avec les risques accrus d'exploitation que cela supposait. Les changements climatiques aggravaient de surcroît la morbidité parmi les enfants. On estimait qu'à l'échelle planétaire, ils étaient responsables d'environ 2,4 % des cas de diarrhée et 6 % des cas de paludisme.

Les répercussions sur les filles étaient pires encore, celles-ci devant en plus lutter contre la discrimination sexiste en cas de catastrophe.

25. La fondatrice de la Fondation Green Hope a indiqué que de telles situations poussaient certains jeunes, comme elle, à faire entendre leur voix. Les enfants étaient les citoyens de demain ; ils avaient donc un rôle de premier plan à jouer dans la construction de l'avenir. La Fondation Green Hope permettait à des jeunes de se rencontrer pour agir en faveur du climat. Elle était devenue une organisation multirégionale, dont l'équipe de direction était constituée uniquement d'enfants, et qui comptait plus d'un millier de bénévoles actifs se battant pour promouvoir la justice climatique, protéger la biodiversité, arrêter la dégradation des sols, encourager une consommation durable et instaurer l'égalité entre les sexes. La Fondation organisait des « universités de l'environnement », proposant des ateliers et des conférences à la carte « par des jeunes, pour des jeunes ». Elle avait en outre établi des partenariats, non seulement avec d'autres acteurs de la société civile mais aussi avec des organismes d'utilité publique et des entreprises. La fondatrice de la Fondation estimait que les changements climatiques étaient la pire des menaces à la survie des enfants. C'est pourquoi elle s'est déclarée particulièrement reconnaissante d'avoir eu la possibilité de s'exprimer au Conseil des droits de l'homme pour défendre les droits de l'enfant dans le contexte des changements climatiques.

B. Débat

26. Les représentants des pays suivants sont intervenus au cours de la discussion plénière : Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Canada (au nom des pays francophones), Chili, Chine, Costa Rica (au nom de l'Engagement de Genève sur les droits de l'homme et les changements climatiques), Égypte, El Salvador (au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Espagne, États fédérés de Micronésie, Éthiopie, France, Géorgie, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Kirghizistan, Malaisie, Maroc, Myanmar, Pakistan (au nom de l'Organisation de coopération islamique), Sierra Leone, Slovénie, Tonga, Tunisie (au nom du Groupe des États d'Afrique), Union européenne et Venezuela (République bolivarienne du).

27. Des représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont pris la parole : CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Friends World Committee for Consultation, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue, International-Lawyers.Org et Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco (en collaboration avec VIDES Internazionale – Volontariat international femmes, éducation, développement).

28. Plusieurs autres participants ont demandé la parole au cours du débat mais n'ont pas pu prononcer d'allocation, faute de temps. Il s'agissait des représentants des États suivants : Afrique du Sud, Botswana, Émirats arabes unis, Équateur, Fidji, Haïti, Libye, Madagascar, Maldives, Mexique, Mongolie, Monténégro, Paraguay, Pérou, Soudan et Togo ; ainsi que d'organisations non gouvernementales : Réseau chinois d'ONG pour les échanges internationaux, International Council Supporting Fair Trial and Human Rights, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture et Fondation Ma'arij pour la paix et le développement.

29. Les participants se sont accordés sur le fait que les changements climatiques avaient des conséquences néfastes sur un large éventail de droits de l'enfant et entravaient les efforts des États pour respecter, promouvoir, protéger et réaliser les droits de l'homme de tous les enfants. Des exemples concrets de changements climatiques ont été cités, avec leurs effets sur l'exercice des droits de l'enfant à la vie, à la santé, à l'éducation, au développement et à l'eau et à l'assainissement, entre autres. Il a été indiqué que les enfants de moins de 5 ans payaient le plus lourd tribut aux changements climatiques, qui s'accompagnaient d'une hausse de l'incidence de la diarrhée, de la malnutrition, du paludisme, de la dengue et des autres causes de morbidité et de mortalité infantiles. Les enfants étaient aussi plus sensibles que les adultes aux rayonnements ultraviolets de forte

intensité, à de mauvaises conditions de logement et à la pollution de l'air intérieur. De surcroît, le droit des enfants à l'éducation pâtissait des changements climatiques du fait, entre autres choses, des fermetures d'écoles et des dégâts causés par les catastrophes naturelles, des déplacements et de tout ce qu'ils engendraient. Les destructions d'infrastructures et les pertes socioéconomiques qui en résultaient avaient aussi des répercussions sur les droits de l'enfant et les efforts des États pour en garantir la réalisation.

30. Les orateurs ont souligné que si tous les enfants subissaient de manière disproportionnée les effets des changements climatiques, l'impact était plus important encore pour les enfants en situation de vulnérabilité et le serait davantage encore pour les générations futures, ce qui était d'une injustice criante. Ceux qui subissaient le plus les changements climatiques étaient ceux qui y avaient le moins contribué : fillettes, enfants en situation de pauvreté, enfants autochtones, enfants déplacés, enfants séparés de leur famille, enfants handicapés, enfants vivant dans des zones géographiquement ou écologiquement vulnérables – régions arides, hautes montagnes, îles et zones côtières, forêts –, ou dépendant de telle zones. Plusieurs participants ont exprimé leurs inquiétudes quant aux répercussions immédiates des changements climatiques sur les petits États insulaires en développement et les autres États particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Ils ont demandé instamment que les intérêts des enfants soient mis au centre des politiques adoptées par ces États pour faire face aux changements climatiques, qui y étaient déjà palpables, avec notamment la hausse du niveau des mers, l'érosion des côtes et l'intensification des catastrophes naturelles.

31. Les participants ont souligné que, dans les États particulièrement exposés aux changements climatiques, ceux-ci faisaient d'ores et déjà peser une menace sur les droits à la vie, à la survie et au développement, entre autres, de la population. Les droits et les perspectives des enfants vivant dans ces États étaient fortement compromis du fait de la véritable lutte pour la survie qu'il fallait y mener. Au-delà de leur bien-être physique, c'était l'identité culturelle de ces enfants et la préservation de leurs liens avec leur milieu naturel qui étaient aussi menacées.

32. Les orateurs ont également insisté sur l'importance de l'égalité des sexes dans toute action en faveur du climat, relevant que les femmes et les filles subissaient de manière disproportionnée les effets des changements climatiques, notamment des catastrophes naturelles. L'un des orateurs a appelé à une prise en compte des considérations de genre et d'inclusion sociale dans toutes les politiques, tous les projets et tous les processus de planification entrepris dans le cadre de la gestion des changements climatiques et des risques de catastrophe.

33. Les participants ont salué l'Accord de Paris et le fait qu'il y soit expressément fait référence aux droits de l'homme, notamment aux droits de l'enfant. Avec l'Accord de Paris avait été réaffirmé le fait que les États avaient des obligations en matière de droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques. Il a été noté que les entreprises aussi avaient des obligations pour ce qui était de remédier à l'impact des changements climatiques sur l'exercice des droits de l'enfant et qu'il était impératif de garantir l'accès à des voies de recours en cas de violation de ces droits. Des orateurs ont exprimé le souhait qu'aucun effort ne soit ménagé pour assurer une mise en œuvre efficace et centrée sur les droits de l'Accord de Paris. Ils ont en outre souligné les liens entre les changements climatiques, les droits de l'homme et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les menaces que les changements climatiques faisaient peser sur la réalisation des objectifs de développement à tous les niveaux ont été soulignées. Il a été jugé important à cet égard d'établir des passerelles entre les mesures, positions et processus définis dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du Conseil des droits de l'homme, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Cadre de Sendai afin de progresser avec efficacité et de manière concertée vers un développement durable qui profite à tous.

34. Un participant a réitéré l'appel à la nomination d'un rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les changements climatiques de façon à faciliter l'établissement de ces passerelles extrêmement importantes et à mieux comprendre les effets des changements climatiques sur la réalisation de l'ensemble des droits de l'homme. Un autre orateur a

souligné le rôle que pourrait jouer l'Engagement de Genève sur les droits de l'homme et les changements climatiques dans le rapprochement entre la communauté des défenseurs des droits de l'homme et la communauté des militants en faveur de l'action climatique. Dans le même ordre d'idées a aussi été évoquée la nécessité de resserrer la coopération intersectorielle entre les organismes publics et les autres parties prenantes à l'échelon national. Davantage d'efforts pouvaient être faits par toutes les parties prenantes pour intégrer les questions touchant aux droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques dans l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.

35. De nombreux orateurs ont appelé à une plus grande participation des enfants aux processus décisionnels et ont souligné combien il importait que l'éducation fasse des enfants des acteurs du changement. Cela était indispensable pour les préparer à faire face aux défis auxquels ils seraient confrontés à l'avenir en ce qui concerne les changements climatiques et la préservation de l'environnement. Certaines délégations ont présenté les politiques adoptées par leur pays afin d'éduquer les enfants et de les sensibiliser aux changements climatiques et à leurs effets. Ont été évoquées notamment : l'intégration d'un enseignement consacré à l'atténuation des changements climatiques et au développement durable dans les programmes scolaires nationaux ; la création de mécanismes participatifs locaux et nationaux pour le lancement d'initiatives inclusives en faveur de l'environnement et pour la participation des enfants ; la constitution de réseaux d'écoles pour l'environnement ; la promotion de l'égalité des sexes dans l'action climatique ; l'élaboration au niveau national de plans d'action et de stratégies visant à associer les enfants et les jeunes à l'action climatique ; la promotion du développement socio-économique dans la perspective de l'amélioration de la qualité de vie des générations présentes et futures ; et la création de centres pour l'éducation dans le domaine de l'environnement.

36. Les participants ont également préconisé une coopération internationale accrue pour promouvoir une approche de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets négatifs qui serait fondée sur les droits. Il était nécessaire de prendre des mesures pour renforcer les capacités dans les pays en développement, y compris par le transfert de technologie. Certains ont fait valoir que, jusqu'à ce que les engagements financiers pour la lutte contre les changements climatiques aient été respectés, ce phénomène continuerait de sévir génération après génération. Les participants ont demandé à la communauté internationale de faire preuve de solidarité en menant une action urgente pour le climat conformément au principe de la responsabilité commune mais différenciée. De nombreuses délégations ont indiqué que la coopération internationale face aux changements climatiques faisait partie intégrante de la politique étrangère et des stratégies de développement de leur pays. Les participants ont souligné qu'il était important d'échanger des informations sur les mesures permettant de lutter efficacement contre les effets néfastes des changements climatiques sur les droits de l'enfant.

37. Les participants ont posé un certain nombre de questions précises aux experts, leur demandant, entre autres : de faire connaître des bonnes pratiques permettant de remédier aux effets néfastes des changements climatiques sur les droits de l'enfant ; de décrire le rôle potentiel des politiques axées sur l'enfant dans l'action pour le climat ; de donner des précisions sur les moyens à employer pour assurer la prise en compte des droits de l'homme et, en particulier, des droits de l'enfant dans les efforts d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets ; d'expliquer comment le droit des enfants à un recours pourrait être renforcé, eu égard, notamment, aux principes énoncés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et compte tenu des effets transfrontières des changements climatiques causés par le non-respect par les États de leurs obligations en matière de lutte contre ce phénomène ; de décrire la manière d'utiliser les réseaux sociaux pour diffuser des informations sur les changements climatiques ; de recenser les mesures qu'il était crucial de prendre au niveau international pour répondre aux défis spécifiques que les changements climatiques posaient dans le cadre des efforts pour la protection des droits de l'enfant dans les pays en développement ; et de décrire les interventions de base nécessaires pour protéger les droits de l'enfant et promouvoir l'équité intergénérationnelle.

C. Réponses et observations finales

38. Pendant et après les discussions, l'animatrice du débat a donné aux experts l'occasion de répondre aux questions et de faire des observations finales. Elle a relevé que les États étaient tous préoccupés par les effets des changements climatiques sur les droits de l'enfant. S'agissant des mesures prises par son propre pays dans ce domaine, elle a fait savoir que les Philippines avaient : adopté et mis en œuvre des politiques de secours d'urgence qui avaient débouché sur la création de foyers d'accueil temporaires adaptés aux besoins des enfants et des femmes, pour accueillir les orphelins et les enfants séparés de leur famille et non accompagnés ; préconisé un travail de surveillance renforcé de la traite des enfants dans les situations de catastrophe ou consécutives à une catastrophe ; mis en place un système permettant de reconstituer les documents perdus et d'en établir de nouveaux après une catastrophe ; œuvré à la promotion de programmes de formation tenant compte des besoins des enfants, à l'intention du personnel scolaire communautaire, des secouristes et des équipes d'intervention ; amélioré les directives pour la réunification des enfants séparés de leurs familles et leurs proches (un problème fréquent) ; et fait participer les enfants à la planification de la réduction des risques de catastrophe et à l'évaluation des besoins à la suite de catastrophes. L'animatrice du débat a posé aux experts plusieurs questions qui avaient été soulevées au cours des discussions, leur demandant d'aborder en particulier le rôle du Conseil des droits de l'homme dans la protection des droits de l'enfant contre les effets néfastes des changements climatiques, la manière dont le Conseil pouvait promouvoir une approche plus harmonisée entre tous les acteurs et la meilleure façon de garantir que les obligations des États en matière de protection des droits de l'enfant dans le contexte des changements climatiques soient respectées au niveau international.

39. Le Vice-Ministre vietnamien des affaires étrangères a souligné la nécessité de former une génération bien informée des problèmes relatifs au climat, en mettant en œuvre des politiques relatives aux changements climatiques axées sur les enfants, en associant les familles, les écoles et les communautés à l'éducation des enfants dans le domaine des changements climatiques et en encourageant la participation des enfants aux processus climatiques. Les politiques climatiques vietnamiennes étaient centrées sur l'enfant, encourageaient les parties prenantes à se mobiliser aux niveaux national et international et contribuaient à une sensibilisation des enfants aux changements climatiques par des programmes de télévision et d'autres moyens d'information. Il a également noté que la coopération internationale et le soutien de l'ONU étaient essentiels pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques sur les droits de l'enfant. Le Viet Nam bénéficiait d'un soutien et d'une coopération efficaces de la part de l'ONU dans les domaines de l'étude et de l'évaluation des effets des changements climatiques sur les droits de l'enfant, de la sensibilisation et de la réduction des risques de catastrophe pour les enfants. Des travaux avaient été entrepris en collaboration avec différents ministères afin d'évaluer les effets des changements climatiques sur la santé des enfants, leur éducation et leur accès aux services sociaux. L'ONU, en collaboration avec le Ministère de l'éducation, s'employait à faire en sorte que cette question soit intégrée dans les programmes scolaires pour tous les groupes d'âge. Le Viet Nam collaborait également avec des organismes des Nations Unies, en particulier l'UNICEF, pour élaborer un programme de réduction des risques de catastrophe. En règle générale, une telle coopération était essentielle aux États dans le cadre de leurs efforts pour poursuivre une approche des changements climatiques durable et axée sur les droits.

40. Citant un exemple pris dans son propre pays, le Représentant permanent du Bangladesh a souligné la nécessité d'échanger les meilleures pratiques. Rajshahi, au Bangladesh, qui était l'une des villes les plus polluées au monde, avait réussi à réduire de 67,2 % l'émission de certaines formes de polluants nocifs après avoir envoyé des ingénieurs dans des villes du monde entier pour prendre connaissance des meilleures pratiques visant à réduire la consommation de combustibles fossiles. Entre autres mesures, les systèmes de transport utilisant des combustibles fossiles ont été remplacés par des systèmes durables et des programmes de boisement ont été mis en œuvre. Le Représentant permanent du Bangladesh a également évoqué les responsabilités des États au niveau international, y compris celles concernant la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Il a souligné que les États devraient être conscients de l'importance que revêtait la

sensibilisation, qui permettait à l'opinion publique d'exercer une pression plus forte sur les dirigeants pour qu'ils fassent les bons choix. Il fallait faire en sorte que les parlements nationaux soient au courant des questions relatives au climat et comprennent mieux le lien entre les droits de l'homme, un environnement sain et le développement. À cet égard, le Représentant permanent du Bangladesh a salué et encouragé le bon travail accompli par l'Union interparlementaire à Genève.

41. La Directrice du Bureau de liaison de Genève de la Division des partenariats publics du Fonds des Nations Unies pour l'enfance est convenue que les parlements nationaux avaient un rôle clef à jouer dans la lutte contre les effets des changements climatiques sur les droits de l'enfant, y compris les droits des filles et des autres enfants qui sont touchés de manière disproportionnée par ce phénomène. Elle a souligné que les États avaient des responsabilités nationales et transfrontières en matière de protection des enfants contre les effets néfastes des changements climatiques et devaient leur garantir, en cas de préjudice, l'accès aux voies de recours. Conformément aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les entreprises avaient, elles aussi, la responsabilité de garantir l'accès à des voies de recours. S'agissant des informations sur les effets des changements climatiques sur les droits de l'enfant, la représentante de l'UNICEF a mis en exergue l'action du Conseil des droits de l'homme et a préconisé de recueillir des données ventilées qui aideraient à repérer les personnes, dont les enfants, les femmes et les populations autochtones, qui pourraient être touchées de manière disproportionnée par les effets néfastes des changements climatiques. Enfin, elle a appelé à renforcer la coopération multisectorielle, à élaborer des matériels pédagogiques sur les changements climatiques adaptés aux enfants, qui faciliteraient leur participation aux processus climatiques, et à intégrer les droits de l'homme et les droits de l'enfant dans le travail de l'ensemble des mécanismes de suivi et d'évaluation, y compris ceux de la Convention-cadre.

42. La Rapporteuse du Comité des droits de l'enfant a elle aussi insisté sur l'importance de garantir une véritable participation des enfants à l'action pour le climat. Cela pouvait être assuré par la création de comités consultatifs permanents aux niveaux local et national, qui seraient chargés de veiller à ce que les enfants soient associés aux processus décisionnels des gouvernements. La Rapporteuse a demandé aux États de prendre de nouvelles mesures pour s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme à l'égard des enfants, y compris en donnant plus de poids à l'aspect climatique dans les rapports qu'ils soumettaient au Comité. Dans leurs contributions à l'examen des rapports périodiques présentés par les États parties au Comité, les organisations de la société civile pourraient elles aussi aborder ces questions en mettant l'accent sur l'adéquation des contributions individuelles des États aux efforts internationaux visant à maintenir le réchauffement climatique à moins de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels et sur les effets de leurs interventions en faveur du climat sur les droits de l'homme. Pour sa part, le Comité pourrait aider à mettre les États devant leur responsabilité face aux préoccupations relatives aux droits de l'homme liées au climat qui seraient soulevées au cours du processus d'examen, en formulant des recommandations et en posant des questions sur les efforts faits par les États, par exemple, pour réglementer les activités des entreprises ou surveiller et juguler les effets néfastes des changements climatiques. De même, les États pourraient utiliser le processus de l'Examen périodique universel pour se poser des questions les uns aux autres et se rappeler mutuellement leur responsabilité en ce qui concerne leurs engagements en matière de climat et de droits de l'homme. Enfin, pour remédier aux effets transfrontières des changements climatiques et promouvoir l'accès à des recours utiles, les États pourraient invoquer la compétence extraterritoriale, si nécessaire.

43. Répondant à une question sur le rôle des médias sociaux dans la lutte contre les changements climatiques, la fondatrice de la Green Hope Foundation a dit que les médias sociaux aidaient à contourner les frontières géographiques, permettant à la Fondation d'étendre ses activités dans le monde. Elle a également appelé à une prise de conscience accrue de l'importance de la véracité des informations publiées sur les réseaux sociaux. Il était nécessaire de promouvoir l'utilisation responsable des plateformes qu'offraient les médias sociaux pour garantir une transmission exacte de l'information. Elle a conclu en réitérant que les enfants devaient pouvoir exprimer leurs opinions et être invités à participer aux processus décisionnels, à l'élaboration de programmes et à la mise en œuvre de mesures de lutte contre les changements climatiques.

44. En clôturant la discussion, l'animatrice du débat a souligné que des efforts collectifs étaient nécessaires pour renforcer la capacité de protéger les droits des enfants et des générations futures et garantir que tous les droits de l'homme soient protégés dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Elle a noté que la réunion-débat avait révélé de nombreuses bonnes pratiques malgré les difficultés rencontrées dans la prise en compte des droits de l'enfant dans l'action pour le climat. Elle a formé l'espoir que le résumé des travaux de la réunion-débat et l'étude analytique sur les changements climatiques et les droits de l'enfant contiendraient des recommandations concrètes supplémentaires pour la protection et la réalisation des droits de l'enfant au moyen de mesures en faveur du climat.
